

Les missions FNEP ont étudié depuis longtemps l'innovation, et plus globalement l'évolution de notre société vers une société du savoir.

1. Libérer notre potentiel d'innovation

La Fondation étudie l'innovation la première fois en 1986, avec un rapport intitulé : « Recherche et Innovation : moteurs du dynamisme économique ». Dès ce rapport, l'innovation est définie par la formule de Manuel de FRASCATI : « *l'innovation est une idée transformée en quelque chose de vendable* ». L'un des aspects particulièrement étudiés dans ce rapport est l'effort du pays en matière de recherche. La France vient de dépasser l'Angleterre, et se classe alors au 4ème rang mondial. En pourcentage, la France se situe à des dépenses en recherche et développement pour environ 2% de son PIB, un peu en deçà de la RFA, qui est à l'époque à 2,5%. De nos jours, l'effort français en la matière reste conséquent à 2,27%. Mais des pays comme la Corée du sud, avec 4,3% nous ont largement dépassé.

La mission 2008 approfondit la réflexion pour libérer le potentiel d'innovation de notre société. Les préconisations sont construites autour de 6 mots clefs, toujours d'actualité : Confiance, Décloisonnement, Créativité, Audace, Valorisation, Identité.

La confiance : la mission constate un déficit de confiance envers les institutions et les élites, mais aussi parle d'une jeunesse qui tend à perdre confiance dans son avenir. Ces craintes sont malheureusement toujours devant nous.

Le décloisonnement : il s'agit de relier les différents acteurs entre eux ; mais aussi se s'ouvrir sur différentes cultures. La mission propose dans ce cadre d'investir sur les jeunes issus de la diversité, car ils ont déjà une double culture.

La créativité : pour comme le dit la mission, « passer de l'idée à l'acte ». Le rapport souligne le rôle du levier de l'éducation et propose, comme symbole, d'intégrer une épreuve de créativité dans les modes de sélection de nos grandes écoles.

L'audace : il s'agit de valoriser la prise de risque, de redonner aux français le goût d'entreprendre. L'écosystème français s'est considérablement renforcé ces dernières années. Les Start-up sont de plus en plus nombreuses et les levées de capital de plus en plus importantes.

La valorisation : il s'agit de reconnaître les innovations et les innovateurs, tant dans l'entreprise que dans la société.

Et enfin **l'identité**, pour inventer un chemin et des buts d'innovation correspondant à notre culture. Le rapport conseille de « mobiliser sa culture pour créer des idées originales ».

Le rapport suivant, en 2015, creuse le même sillon. Le constat de départ est que notre capacité de recherche, d'innovation, est aussi forte que n'importe quel autre pays. Mais c'est souvent dans la mise en œuvre de ces idées que notre efficacité est moindre. Et dans cette mise en œuvre, l'écosystème a un rôle prépondérant. La mission cite d'ailleurs Joel de Rosnay, scientifique et écrivain qui provoque notre réflexion en affirmant : « il n'y a pas d'innovation, il n'y a que des systèmes innovants ». D'où le conseil de la mission de repérer et développer notre propre écosystème.

Pour cela, la mission commence d'ailleurs par nous interpeller par la question suivante : « notre écosystème est-il suffisamment sélectif ? ». La mission remarque en effet que notre pays est globalement généreux en termes d'accompagnement par la puissance publique, qu'il est riche en structure d'aide, mais que malheureusement, il permet parfois la survie de projets « éléphants blancs », qu'il existe encore peu de démarche de type market pull, pour faire une première sélection,

et que la taille du marché français permet de démarrer tranquillement un projet, mais que malheureusement, cette taille est trop petite à terme.

Le travail sur l'éco-système se passe aussi à l'intérieur de l'entreprise, via par exemple l'intrapreneuriat : il s'agit, pour des grandes organisations, de développer des innovations dans des structure ad hoc, protéger des process parfois sclérosant de ces grands groupes. Les grands groupes français ont adopté en nombre cette approche.

Rapport après rapport, la fondation permet donc de repérer et diffuser des bonnes pratiques, qui sont mis en œuvre par les grandes entreprises, dont les membres de la fondation.

2. Dans une société en pleine transformation

Le rapport 2007, sur le thème de la diversité commence par un constat alarmant sur notre démographie, avec un non renouvellement des générations dans de nombreux pays (sauf la France) et le vieillissement de la population. « *La proportion de personnes âgées de 60 ans et plus est passée dans le monde de 8% en 1950 à 10% en 200, et devrait atteindre 21% en 2050* ». Et les conséquences seront importantes : « *aujourd'hui, en Europe, chaque actif finance déjà le quart d'une retraite ; en 2050, il en financera plus de la moitié* ».

L'immigration est décrite comme une solution possible à ces déséquilibres démographiques. Surtout pour répondre la question de la diminution de la population. La réponse au vieillissement de la population passe aussi par un meilleur « *taux d'emploi des « séniors », c'est-à-dire des personnes dont l'âge est compris entre 55 et 64ans.* »

Mais pour que ces solutions soient mises en œuvre, il faut une politique volontariste sur la diversité, qui est donc nécessaire du point de vue moral, mais est aussi un calcul économique.

Le rapport de la mission 2000 traite de la sécurité, mais la question prégnante derrière ce rapport, c'est celle de la cohésion sociale. Le rapport nous apprend en effet qu'il n'y a pas de lien entre insécurité et développement économique, quand cette question est vue au niveau d'un pays. Mais malheureusement, il est clair que cette corrélation existe au niveau des territoires, créant ainsi une source de discrimination.

Cette question de la cohésion sociale est renforcée par des inégalités qui s'accroissent. Je cite le rapport : « *aux USA, le salaire le plus élevé et le salaire moyen est passé de 20 en 1970 à 419 en 2000* ». et aussi « *Dans cette rupture sociale à l'échelle planétaire, émerge ce que Jacques Attali a appelé une « hyperclasse », connectée et cosmopolite, dont les actifs sont nomades et qui s'approprie la maîtrise du savoir et des réseaux de communication* ».

La mission 1975, concernant les conditions de travail, proposait d'ailleurs déjà de revaloriser les bas salaires.

Ces transformations de la société sont aussi très perceptibles par l'angle du client. La mission de 1982 traite du « *consommérisme* ». La principale leçon concerne les entreprises : « *la crise économique devrait inciter plus fortement les professionnels à mieux prendre en compte l'intérêt du consommateur* ».

La mission 2001 poursuit par l'étude de la relation aux clients ou aux usagers. Notre société se transforme, et l'innovation n'est jamais loin des réflexions des missionnaires. Le rapport pressent qu'Internet va modifier la relation client.

Plus profondément, le rapport mène une réflexion sur le passage d'une économie de production, à une économie de marché, où le client a le pouvoir de choisir. Cette réflexion pourrait se prolonger, car depuis, le client a aussi, grâce au plate-forme internet, le pouvoir de comparer. Un nouvel intermédiaire, les plateformes, qui maîtrise l'information, sont d'ailleurs les grands gagnant de cette évolution.

3. Mais l'innovation pose aussi des questions sociétales encore non résolues aujourd'hui

« L'innovation est une nécessité permanente et même une ardente obligation lorsqu'elle contribue au Progrès, qu'il soit économique, social, sociétal, environnemental, ... ou encore au renforcement de la solidarité et de la sécurité internationale. » c'est par ces mots que François AILLERET, mentor de la mission 2008, ouvre sa préface. C'était et c'est la vocation de la FNEP de contribuer à ce Progrès. Et certaines questions restent des défis pour notre génération.

La lecture des rapports cités démontre que la société française a considérablement évolué sur ce sujet de l'innovation. Les rapports de la fondation ont participé à cette prise de conscience. La France a maintenant un potentiel important de Startups sur lequel s'appuyer pour développer son économie.

Avec ce potentiel d'innovation libéré, nous arrivons à des questions collectives, qui restent devant nous :

Quelles priorités d'innovation pour l'Europe, pour trouver sa place entre une zone asiatique en pointe industrielle, et une Amérique qui maîtrise l'industrie des données ? Une table ronde de la FNEP a montré que cette question devait être cohérente avec les choix de société que nous faisons et vice versa : par exemple, nos nécessaires efforts en matière de développement durable doivent se faire au profit de notre économie, et non en s'appuyant sur des avancées technologiques développées par d'autres pays (l'exemple du développement des batteries dans l'automobiles). Cette recherche d'identité, de voie européenne, se retrouve aussi au niveau individuel : le citoyen, le salarié, l'actionnaire, le client, sont des mêmes individus : nous ne pouvons pas avoir des comportements incohérents entre ses dimensions sans en payer les conséquences long termes.

Comment ce potentiel d'innovation peut-il renforcer notre cohésion sociale, et donc profiter à une part plus large de notre société ? Cette question comporte plusieurs sous question : Il y a la crainte, légitime, que l'innovation soit destructrice d'emplois, et que donc la croissance générée ne profite pas à tous, et de manière plus large, l'idée que le fruit de ces innovations et des richesses générées devrait être mieux réparties dans notre société. Et la recherche de cette solution doit se faire dans le contexte de développement durable que nous connaissons, et non au détriment des générations futures.

Plus précisément, l'allongement de la durée de vie transforme notre société en profondeur. En mesurons-nous toutes les conséquences économiques, sociales, sociétales ?

En résumé l'innovation attendue par les européens, ce n'est pas simplement la création de nouveaux produits, même de nouveaux services. C'est aussi la création d'un modèle de société plus solidaire, plus égalitaire et plus durable que dans d'autres régions du monde. Et chacun des citoyens européens doit contribuer à la construction de ce modèle. Autant de questions pour les futures générations de la fondation.

Liste des rapports pris en compte

- La condition du travail dans la grande industrie et ses implications sociales, politiques et économiques, 1975
- Vers une croissance durable : économie verte et performance, 1982
- Recherche et innovation : moteurs du dynamisme économique, 1986
- Sécurité et développement économique au XXIème siècle, 2000
- Clients \Rightarrow usagers jusqu'où la différence doit-elle disparaître ?, 2001
- Faire de la diversité un atout économique, 2007
- 6 Clés pour l'innovation, la recherche et la compétitivité, 2008, ouvrage réédité par l'AFNOR
- La diversité, un atout économique, édition AFNOR 2014
- All you need, innove : les clés d'un écosystème innovant, 2015
- Oser innover, pour construire une société d'innovateurs, 2016